

L'autre côté de la vérité

Sans la violation du droit international, il y a huit ans, par le président américain Obama, l'invasion illégale de Poutine n'aurait probablement pas eu lieu.

Par Daniele Ganser

Daniele Ganser, historien suisse, spécialisé dans la politique internationale et l'histoire contemporaine depuis 1945. Ses recherches portent sur la paix, la géostratégie, les guerres cachées, les luttes pour les ressources et la politique économique. Il dirige le « Swiss Institute for Peace and Energy Research », à Bâle.

La version originale de cet article a été publiée le 12 mars 2022 sur le site d'information Rubikon (rubikon.news/artikel/die-andere-seite-der-wahrheit).

Traduction par Daniel Zink. Nos remerciements à Daniele Ganser pour son aimable autorisation à publier cet article.

www.kairospresse.be/lautre-cote-de-la-verite – 29 avril 2022

Le 24 février 2022, le président russe Vladimir Poutine a donné l'ordre à son armée d'envahir l'Ukraine, violant ainsi l'interdiction par l'ONU du recours à la force. Cette invasion est donc illégale. Presque exactement huit ans plus tôt, le 20 février 2014, le président américain Barack Obama faisait renverser le gouvernement ukrainien, afin d'attirer le pays dans l'OTAN. Ce coup d'État est à l'origine de la guerre en Ukraine. Tout comme l'invasion de Poutine, cette action d'Obama enfreignait l'interdiction par l'ONU du recours à la force. Elle était donc illégale. Il est temps de ne plus se contenter de demi-vérités et de raconter l'histoire du conflit de manière complète et équilibrée.

Nous n'entendons que la moitié de l'histoire

Actuellement, on lit et entend dans les médias beaucoup de choses sur l'invasion de Poutine, qui est critiquée à juste titre. Mais sur le putsch d'Obama, on ne lit et n'entend presque rien. Pourquoi ne nous raconte-t-on que la moitié de l'histoire ?

Les États-Unis ont-ils vraiment renversé le gouvernement en Ukraine ? Pourquoi presque personne ne l'a-t-il remarqué, à l'époque ? Et quelles sont les preuves historiques ? On m'adresse souvent des questions de ce genre, en ce moment.

En tant qu'historien et chercheur sur la paix, j'étudie depuis des années les guerres officielles et cachées des États-Unis ; j'ai également décrit le putsch en Ukraine, dans mon livre « *Les guerres illégales de l'OTAN* » [Éd. Demi-Lune, 2016.]. « *C'était un coup d'État sponsorisé par l'Occident, il n'y a guère de doute à ce sujet* », reconnaissait déjà Ray McGovern, ancien agent de la CIA⁽¹⁾.

Un an après le coup d'État, le 10 mai 2015, j'ai donné à Berlin une conférence sur les événements en Ukraine ; j'y ai montré que le président Obama avait effectivement renversé le gouvernement ukrainien. Ceux qui le souhaitent peuvent visionner cette conférence⁽²⁾.

Confrontation des puissances nucléaires

La guerre en Ukraine est un conflit international particulièrement délicat, car il oppose les USA et la Russie, qui disposent tous deux d'armes nucléaires. Comme lors de la crise de Cuba, les deux parties jouent des cartes cachées et tentent d'attirer l'Ukraine dans leur sphère d'influence.

Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, l'Ukraine a déclaré son indépendance vis-à-vis de cette puissance. La faiblesse de Moscou a, pour la première fois, donné à Washington l'occasion d'étendre l'influence américaine en Europe de l'Est, et d'intégrer à l'OTAN les anciens pays membres du Pacte de Varsovie, autrefois contrôlés par Moscou.

L'élargissement de l'OTAN vers l'est et le sommet de Bucarest

Bien que les États-Unis aient promis à la Russie que l'OTAN ne s'étendrait pas, c'est exactement ce qui s'est produit. La Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont devenues membres de cette organisation en 1999. Et lors du sommet de l'OTAN d'avril 2008, dans la capitale roumaine Bucarest, le président américain George Bush a déclaré que l'Ukraine ferait également partie de l'Alliance de l'Atlantique Nord.

La Russie était furieuse, car l'Ukraine lui est directement limitrophe. Aux USA aussi, des voix se sont élevées pour mettre en garde.

« *Imaginez l'indignation de Washington si la Chine forgeait une puissante alliance militaire et tentait d'y rallier le Canada et le Mexique* », a averti le politologue américain John Mearsheimer, de l'université de Chicago. Selon lui, l'Occident a inutilement provoqué les Russes et est donc coupable de la crise en Ukraine⁽³⁾.

Le sénateur John McCain sur le Maïdan

Fin 2013, sur le Maïdan, la place centrale de la capitale ukrainienne Kiev, de plus en plus de personnes ont manifesté contre le gouvernement du président Viktor Ianoukovitch et du Premier ministre Nikolai Azarov. Un célèbre ex-champion du monde de boxe, Vitali Klitschko, a pris la tête des manifestations et tenu des discours enflammés, en étroite concertation avec les États-Unis.

Dans cette situation tendue, le 15 décembre 2013, l'influent sénateur américain John McCain s'est envolé pour l'Ukraine et a rendu visite à Klitschko ; il s'est également rendu au camp dressé par les manifestants de la place Maïdan. Ce sénateur américain a encouragé les protestataires à renverser le gouvernement ukrainien⁽⁴⁾.

Imaginez l'indignation, à Washington, si un célèbre parlementaire russe s'envolait pour le Canada pour aider des manifestants, dans la capitale Ottawa, à renverser le gouvernement canadien.

C'est exactement ce que les USA ont fait en Ukraine.

L'ambassade américaine à Kiev coordonne les protestations

Les meneurs des manifestations sur le Maïdan allaient et venaient à l'ambassade américaine, afin d'y recevoir leurs ordres. Certains manifestants étaient armés et s'en prenaient violemment à la police. « *Les Américains ont visiblement poussé à la confrontation* », se souvient le Premier ministre renversé, Nikolai Azarov⁽⁵⁾.

C'est l'ambassadeur étasunien Geoffrey Pyatt qui, depuis son ambassade à Kiev, a soutenu les manifestants et déstabilisé l'Ukraine. Pyatt était en contact direct avec l'ex-boxeur Klitschko. Les mouvements de protestations du Maïdan, bien organisés, ont pris de l'ampleur, et les tensions se sont accrues.

L'actuel président américain Joe Biden était lui aussi directement impliqué dans le coup d'État, puisqu'il soutenait également ces manifestations. En décembre 2013, alors qu'il était vice-président sous Obama, Biden a appelé le président Ianoukovitch dans la nuit ; il l'a menacé de sanctions s'il faisait évacuer le Maïdan par la police. Ianoukovitch a alors renoncé à l'évacuation prévue⁽⁶⁾.

Les cinq milliards de dollars de Victoria Nuland

Au sein du département d'État américain, Victoria Nuland était responsable du coup d'État. Sous la direction du secrétaire d'État étasunien, John Kerry, et en tant que secrétaire d'État adjointe, Nuland était une collaboratrice de haut rang du président Obama. Sous la présidence de Donald Trump, elle perdit de son influence, mais Joe Biden l'a rappelée au ministère des Affaires étrangères, en tant que secrétaire d'État à nouveau. En Ukraine, Nuland voulait renverser le Premier ministre Nikolai Azarov et le président Viktor Ianoukovytch, afin, comme décidé au sommet de Bucarest, d'attirer le pays dans l'OTAN.

Les meneurs des manifestations du Maïdan ne recevaient pas seulement leurs ordres, à l'ambassade américaine, mais aussi leurs rémunérations.

En décembre 2013, deux mois avant le coup d'État, Nuland avait déclaré dans une conférence : « *Nous avons investi plus de cinq milliards de dollars pour aider l'Ukraine à garantir prospérité, sécurité et démocratie* »⁽⁷⁾.

Ce qui a également suscité des critiques aux USA. L'ancien membre du Congrès américain Ron Paul a demandé publiquement : « *Nous avons entendu la vice-secrétaire d'État américaine Victoria Nuland se vanter que les États-Unis avaient dépensé cinq milliards de dollars pour le changement de régime en Ukraine. En quoi cela est-il acceptable ?* »⁽⁸⁾.

Le fait qu'une partie des manifestants ukrainiens ait été payée était alors un secret de polichinelle. « *Il y a des gens, comme le milliardaire américain George Soros, qui financent les révolutions. Soros a également soutenu le Maïdan, il y a payé des gens – qui ont gagné plus, en deux semaines sur cette place, que pendant quatre semaines de travail dans l'ouest du pays* », a expliqué au Wiener Zeitung la spécialiste de l'Ukraine Ina Kirsch. « *Il y a suffisamment*

de preuves que des gens ont été payés aussi bien pour le Maïdan que pour l'Anti-Maïdan », la contre-manifestation », a déclaré Ina Kirsch, qui s'était rendue sur place, à Kiev. « Il y avait des tarifs pour chaque prestation. Je connais des gens qui ont encaissé le matin dans l'Anti-Maïdan, la contre-manifestation, puis sont allés sur le Maïdan et y ont encaissé à nouveau. Ce n'est pas inhabituel, en Ukraine »⁽⁹⁾.

Fuck the EU : l'appel téléphonique avant le putsch

La preuve centrale de l'implication des États-Unis dans le putsch en Ukraine est une conversation téléphonique interceptée, entre Victoria Nuland et l'ambassadeur Geoffrey Pyatt ; conversation qu'ils ont eue le 7 février 2014, quelques jours seulement avant le putsch.

Dans cet échange téléphonique, Nuland dit qui devrait former le nouveau gouvernement ukrainien, après le coup d'État. « Je ne pense pas que "Klitch" [Klitschko] doit faire partie du nouveau gouvernement ; je pense que ce n'est pas nécessaire et que ce n'est pas une bonne idée », détermine-t-elle. « Je pense que Iatseniouk est l'homme de la situation ; il a l'expérience nécessaire, en économie et en politique ».

De fait, Arseniy Iatseniouk est devenu Premier ministre d'Ukraine, après le coup d'État. L'ex-boxeur Vitali Klitschko a dû se contenter du poste de maire de Kiev. Ceci prouve que Victoria Nuland a planifié et mené à bien le coup d'État étasunien. Elle dit encore, textuellement, dans la conversation interceptée : Ban Ki-moon (de l'ONU) « pourrait aider à consolider tout ça ; et tu sais quoi ? Fuck the EU » ; ce qui a provoqué une certaine indignation chez la chancelière allemande Angela Merkel⁽¹⁰⁾.

20 février 2014 : des snipers provoquent l'escalade

Fin février, la situation sur le Maïdan dégénère. Le 20, un massacre a lieu : des tireurs d'élite non identifiés font feu sur des policiers et des manifestants, depuis différents bâtiments, faisant plus de 40 morts. Le chaos s'installe. Le gouvernement alors en place, celui du président Viktor Ianoukovitch, et son unité de police Berkut sont immédiatement considérés comme responsables du massacre, bien qu'ils n'aient eu aucun intérêt à ce que la situation s'aggrave, puisqu'ils ne comptaient pas se renverser eux-mêmes. « Le monde ne doit pas regarder un dictateur massacrer son peuple », commente dans le tabloïd allemand *Bild* le boxeur Vitali Klitschko, qui, lui, vise effectivement un renversement.

Le changement de régime réussit : le président Ianoukovitch fuit en Russie. Il est remplacé par le milliardaire Petro Porochenko qui, en tant que président, déclare immédiatement vouloir conduire l'Ukraine dans l'OTAN.

Obama parle du putsch

Un an après ce coup d'État, sur CNN, le président américain Obama parle du changement de pouvoir en Ukraine, tout en occultant le rôle des États-Unis. « Poutine a été pris à contre-pied par les manifestations sur le Maïdan », a-t-il déclaré. « Ianoukovytch a fui après que nous ayons négocié un accord de transfert de pouvoir ». Mais les téléspectateurs n'apprennent pas qu'Obama avait effectivement renversé le gouvernement ukrainien⁽¹¹⁾.

Poutine parle du putsch

Les Russes, eux, savent que les États-Unis ont organisé ce putsch, ce qui provoque leur colère. « Je pense que cette crise a été créée volontairement », déclare le président Poutine au journal italien *Corriere della Sera*. Il se dit convaincu que les pays de l'OTAN auraient pu empêcher le coup d'État : « Si l'Amérique et l'Europe avaient dit à ceux qui ont commis ces actes anticonstitutionnels : "Si vous arrivez au pouvoir de cette manière, nous ne vous soutenons en aucun cas ; vous devez organiser des élections et les gagner", la situation aurait évolué tout à fait autrement »⁽¹²⁾.

La sécession de la Crimée

Le président Vladimir Poutine n'avait pas l'intention d'abandonner l'Ukraine sans combattre. Immédiatement après la chute de Ianoukovitch, aux premières heures du 23 février 2014, il donne l'ordre d'entamer une « récupération » de la Crimée. Le 27 février de la même année, des soldats russes en uniformes verts, sans insignes, occupent tous les points stratégiques de Simferopol, la plus grande ville de la péninsule de Crimée.

Dès le 16 mars 2014, 97 % de la population de Crimée vote pour quitter l'Ukraine et rejoindre la Russie. Depuis lors, la

péninsule de Crimée n'appartient plus à l'Ukraine, mais à la Russie.

Ni les États-Unis ni la Russie n'ont respecté le droit international, dans la guerre en Ukraine. Obama a d'abord enfreint ce droit avec le coup d'État du 20 février 2014. En réaction, Poutine a fait de même, en occupant la Crimée le 23 février de la même année. Cette occupation « a constitué une violation du droit international en vigueur (...) la souveraineté de l'Ukraine en matière de droit international et son intégrité territoriale n'ont pas été respectées », explique Dieter Deiseroth, ancien juge au tribunal administratif fédéral. L'Occident critique désormais sévèrement Poutine, bien qu'il ait lui-même « enfreint et continué, dans de nombreuses situations, d'enfreindre le droit international en vigueur (Kosovo, Irak, Afghanistan, Libye, guerre des drones, Guantanamo, et cetera) ; ce qui a gravement entamé sa crédibilité »⁽¹³⁾.

Le Donbas fait sécession

Après le coup d'État à Kiev et la sécession de la Crimée, l'Ukraine est tombée dans la guerre civile. Le nouveau Premier ministre, Arseniy Yatseniouk, a tenté de prendre le contrôle de l'ensemble du pays avec l'armée, les services secrets et la police. Mais tous les soldats, policiers et agents des services secrets n'ont pas suivi les directives du gouvernement putschiste. Dans l'est russophone de l'Ukraine, limitrophe de la Russie, les districts de Donetsk et de Lougansk ont déclaré qu'ils ne reconnaissent pas le gouvernement putschiste de Kiev. Les séparatistes ont occupé des postes de police et des bâtiments administratifs, arguant que le nouveau gouvernement n'avait aucune légitimité, puisqu'il était arrivé au pouvoir par des voies illégales.

Le Premier ministre Iatseniouk a rejeté cette idée avec véhémence et a déclaré que les séparatistes étaient tous des terroristes. Le directeur de la CIA, John Brennan, s'est rendu à Kiev pour conseiller les putschistes. Le 15 avril 2014, l'armée ukrainienne, soutenue par les États-Unis, a lancé son « opération spéciale antiterroriste », attaquant la ville de Slaviansk, dans le district de Donetsk, avec des chars et autres véhicules blindés. C'est ainsi qu'a commencé la guerre civile ukrainienne, qui a causé plus de 13.000 morts en huit ans ; et qui, le 24 février 2022, a conduit à l'invasion illégale de Poutine.

Le putsch de Kiev ne donne pas à Poutine le droit d'envahir l'Ukraine et de violer ainsi le droit international. Mais si nous, en Occident, ignorons le putsch de 2014, nous ne pourrions jamais comprendre la guerre dans ce pays.

Notes et références

- Ray McGovern, ex-officier de la CIA, *Das sind die wahren Schuldigen am Ukraine Krieg* (voici les vrais coupables de la guerre en Ukraine), YouTube, 21 septembre 2014 : https://www.youtube.com/watch?v=jw4E4O_XeI
- Dr Daniele Ganser : Ukraine 2014, *Ukraine 2014, ein illegaler Putsch*, Berlin 10 mai 2015 : https://www.youtube.com/watch?v=_sMfNmxowKo
- John Mearnsheimer, *Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault*, Foreign Affairs, 1^{er} septembre 2014.
- John McCain tells Ukraine protesters : „We are here to support your just cause.“, *The Guardian*, 15 décembre 2013 : <https://www.theguardian.com/world/2013/dec/15/john-mccain-ukraine-protests-support-just-cause>
- Stefan Korinth, „An unseren Händen klebt kein Blut.“ (Nous n'avons pas de sang sur les mains), *NachDenkseiten*, 22 octobre 2015 : https://www.nachdenkseiten.de/?p=28031#foot_o
- Ibid.*
- ARD Monitor, *Die NATO als Kriegstreiber in der Ukraine* (l'OTAN, fauteur de guerre en Ukraine), 14 mars 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=qpw5qIZ7QeM>
- Ron Paul, *Reckless Congress 'declares war' on Russia*, Ron Paul Institute for Peace and Prosperity, 4 décembre 2014.
- Gerhard Lechner, *Offene Fragen zu Ereignissen auf dem Maidan. Ina Kirsch über die vielen Fehler, die zu der schweren Ukrainekrise führten* (Questions ouvertes sur les événements du Maidan. Ina Kirsch sur les nombreuses erreurs qui ont conduit à la grave crise ukrainienne), *Wiener Zeitung*, 20 février 2015 : <https://austria-forum.org/af/Wissenssammlungen/Essays/Politik/Maidan>
- Victoria Nulands Ausrutscher. *US-Diplomat in entschuldigend sich für „Fuck the EU“* (La gaffe de Victoria Nuland. La diplomate américaine s'excuse pour « Fuck the EU »), *Spiegel Online*, 7 février 2014 : <https://www.spiegel.de/politik/ausland/us-diplomat-in-victoria-nuland-entschuldigend-sich-fuer-fuck-the-eu-a-952016.html>
- US-Präsident Barack Obama im Gespräch mit CNN-Journalist Fareed Zakaria* (Le président américain Barack Obama s'entretient avec le journaliste de CNN Fareed Zakaria), 1^{er} février 2015. YouTube : Fareed Zakaria Obama CNN Interview, 3 février 2015.
- Vladimir Poutine : Interview par le journal italien *Il Corriere della Sera*, 6 juin 2015.
- Marcus Klöckner, « *Wer den Einsatz von Atomwaffen anordnet, handelt verbrecherisch.* » (Celui qui ordonne l'utilisation d'armes nucléaires agit de manière criminelle), *Telepolis*, 2 avril 2015 : <https://www.heise.de/tp/features/Wer-den-Einsatz-von-Atomwaffen-anordnet-handelt-verbrecherisch-3371089.html>